DONNÉES HISTORIQUES, PERSPECTIVES GÉOGRAPHIQUES

Un exemple de communication de l'histoire

RÉSUMÉ

Serge Courville suggère d'ajouter aux écrits historiques une dimension visuelle qui nous permettrait de «lire les processus sociaux à partir des traces laissées dans l'espace». À l'aide d'une approche multidisciplinaire qui rallierait géographes, historiens, sociologues, anthropologues, et archéologues, nous pourrions observer la relation intime qui existe entre un moment historique et le territoire sur lequel il se développe.

Qui étudie le passé sait les difficultés qui entourent la diffusion des résultats de recherche. Comme les travaux sont souvent spécialisés, on ne peut éclairer que des aspects d'une problématique. Même quand la recherche est terminée, des difficultés similaires surgissent : comment rendre compte des réalités observées? Comment les inscrire dans des perspectives larges? Surtout, comment exprimer leur rôle dans les processus sociaux de l'époque?

La carte peut être d'un précieux secours à cet égard, en faisant voir des distributions qui révéleront des concentrations ou au contraire des absences, éventuellement des récurrences, si la cartographie est dynamique. Mais ce n'est pas tout de montrer ces distributions, encore faut-il les expliquer. C'est pourquoi la cartographie a évolué vers le concept de « planches », où se retrouvent des cartes, des textes, des graphiques et des illustrations qui, ensemble, font mieux ressortir les liens entre les différentes variables.

Encore là, cependant, le moyen a ses limites, car si la planche peut montrer des rapports, elle ne peut les illustrer tous, encore moins les expliciter complètement. D'où la nécessité de l'appuyer sur des textes plus élaborés, qui poseront plus franchement le problème des processus sociaux à l'origine de ces distributions.

C'est cette dernière orientation qui a guidé la réalisation de l'Atlas historique du Québec. Plus qu'un bilan illustré de l'expérience historique québécoise, il s'est voulu un outil didactique capable d'offrir une vue plus compréhensive des réalités du passé, non seulement pour les étudiants et les chercheurs des collèges et des universités, mais pour le public qui s'intéresse à l'histoire. Comment? En alliant les vertus du livre et des présentations multimédias de la cartographie moderne. En outre, en privilégiant une approche thématique qui permettrait une vue plus en profondeur des espaces et des réalités étudiés. Surtout, en faisant appel à des équipes multidisciplinaires, qui auraient à « lire » les processus sociaux à partir des traces laissées dans l'espace.

Ont donc été appelés à collaborer au projet des géographes, des historiens, des sociologues, des anthropologues, des archéologues et même des théologiens et des pédagogues, dont le défi serait de penser leur objet en regard des spatialités qu'il génère. Ainsi, leurs démarches resteraient celles de leur discipline, mais enrichies de celles de la géographie historique, qui fait des géographies du passé des fenêtres ouvertes sur la société. En outre, comme il s'agissait aussi de dresser des bilans, tous devaient rester sensibles aux acquis de l'historiographie, ce qui en a conduit plus d'un à revenir aux idéaux de l'École des Annales et à l'histoire problème, si chère à Lucien Febvre.

On trouve un exemple de ces approches dans le volume III de l'Atlas historique du Québec (*Le pays laurentien au XIXe siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995). Consacré aux morphologies de base de la vallée du Saint-Laurent, il montre comment la société bas-canadienne a tiré parti de son espace pour se reproduire et survivre économiquement et socialement. L'un des exemples les plus éloquents à cet égard reste celui de ses régulations démographiques, assurées par des stratégies inspirées non seulement du passé mais des mouvements migratoires de l'époque.

1. L'explosion démographique du XIXe siècle

L'un des traits marquants du XIXe siècle au Bas-Canada reste la forte augmentation de la population, qui passe de quelque 500 000 habitants en 1831 à près de 900 000 en 1851. En 1871, elle atteindra près de 1,2 million d'habitants, puis 1,6 million en 1901 et 2,8 en 1931.

Bien qu'imposante – encore que variable dans le temps – cette croissance n'est cependant pas propre au Québec. On la retrouve dans tous les Nouveaux Mondes et même en Europe, dans les îles britanniques notamment, où nombreux sont ceux qui font droit aux théories de Malthus sur les conséquences d'une trop

SERGE COURVILLE

Serge Courville est professeur de géographie à l'Université Laval et membre du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), où il a contribué à lancer la collection d'Atlas historique du Québec. Spécialiste du XIXe siècle québécois, il a signé récemment Immigration, Colonisation et Propagande; du Rêve américain au Rêve colonial (Québec, Éditions Multimondes, 2002), grâce à une bourse Killam du Conseil des Arts du Canada et de la British Academy.

forte augmentation de la population sur les ressources. D'où leur discours en faveur de l'émigration et de la colonisation, qui permettraient, selon eux, d'assurer la paix sociale tout en servant les intérêts politiques et économiques du royaume.

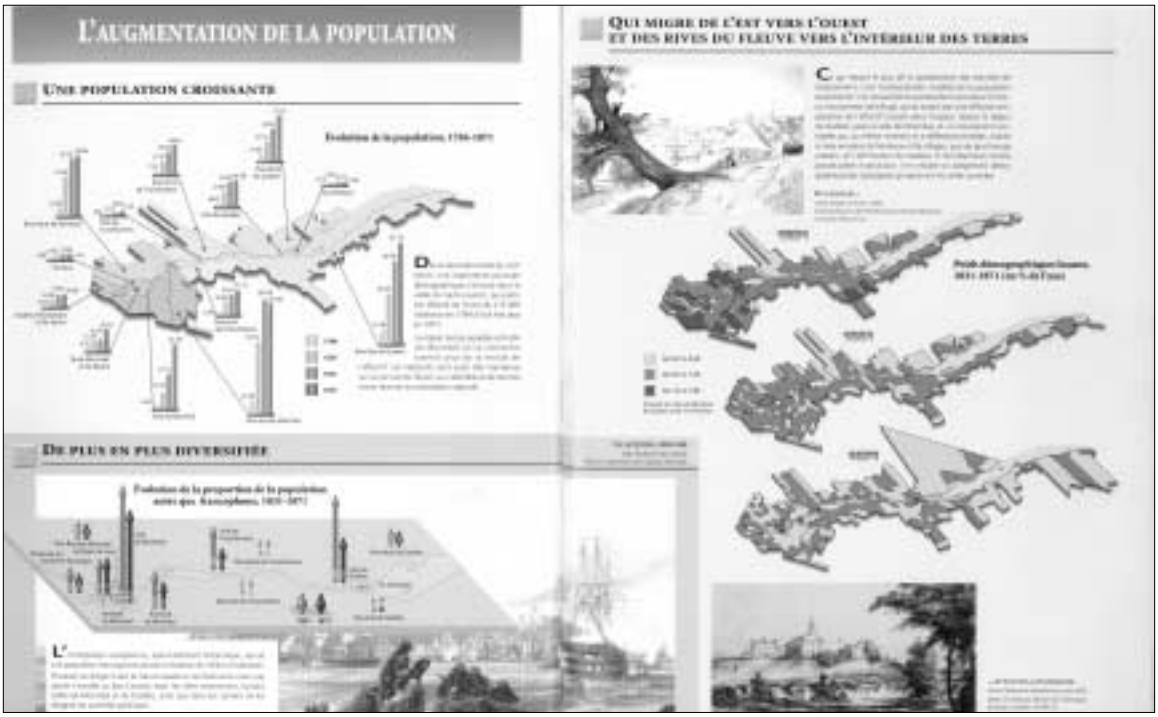
On sait la suite : de 1815 à 1930, entre 50 et 60 millions d'Européens migrent outre-mer, dont près de 15 millions de Britanniques et d'Irlandais. De ce nombre, entre 40% et 72 %, selon les années, choisissent d'aller s'établir aux États-Unis, une destination que retiennent également des millions d'autres Européens, sans compter ceux qui, dans les colonies britanniques elles-mêmes, optent pour la jeune république: plus de 2,8 millions au Canada, de 1840 à 1940. Même au Québec, où l'immigration ne compte plus pourtant que pour une faible part de l'augmentation démographique, ils seront bientôt plus de 925 000 à traverser ainsi la frontière, surtout de 1870 à 1900.

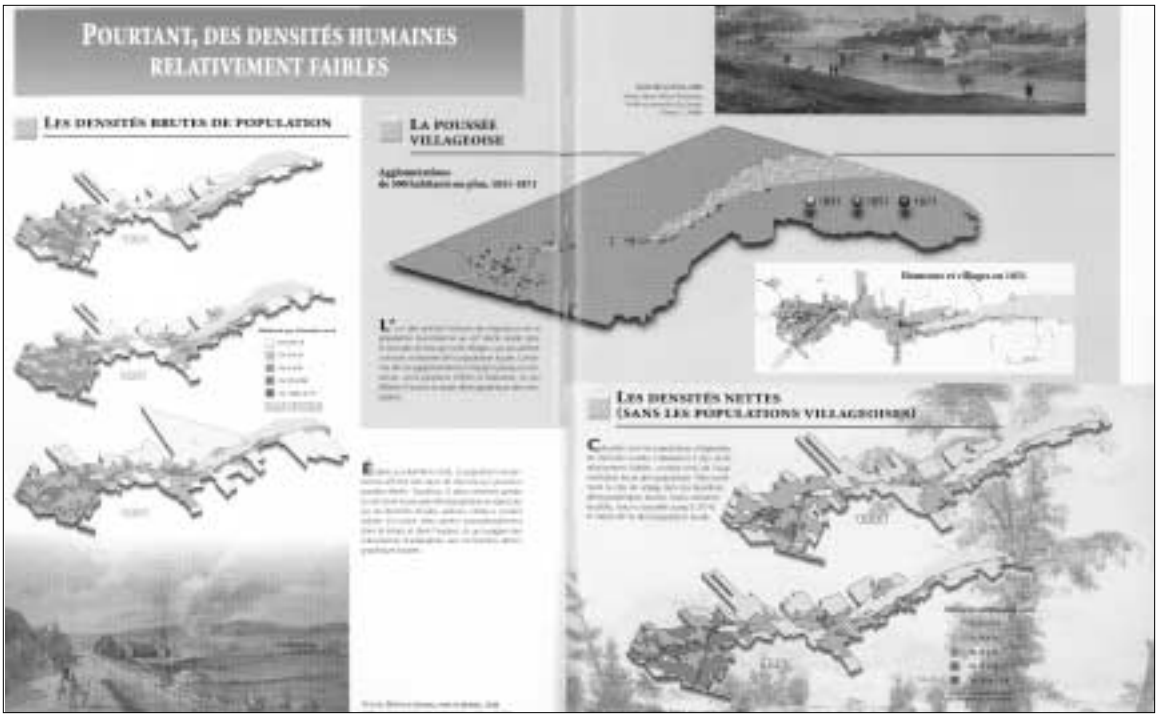
Pour beaucoup d'observateurs québécois, la cause est surtout d'ordre économique, liée au manque de terre et de débouchés pour l'emploi. D'autres font valoir le goût des salaires et de la vie facile, d'ailleurs attisé par les parents et amis déjà établis. Pour la plupart des propagandistes de la colonisation, cependant, le vrai facteur est d'ordre démographique. Craignant que la province ne perde sa place dans la fédération canadienne, ils invoquent le cas britannique pour soutenir que c'est parce que la population croît trop vite qu'elle doit « se résigner » à émigrer. D'où leurs projets de coloniser les plateaux, qui devaient être de véritables « Terres Promises » pour les Canadiens français. En même temps, comme leurs homologues canadiens et britanniques, les propagandistes québécois condamnent la destination américaine et font des nouveaux cantons des colonies du Québec de base, capables d'accueillir les surplus démographiques des basses terres et de fournir aux villes du sud les ressources dont elles ont besoin pour prospérer. *Greater Quebec, but Quebec all the same!*, pour paraphraser le mot de Sir Charles Dilke à propos de l'empire britannique : *Greater Britain, but Britain all the same* (Courville, 2002).

Nul ne niera le rôle de la démographie dans l'explication des migrations québécoises. Pourtant, à y regarder de plus près, on se rend vite compte que le discours ici a pris le pas sur la réalité. En effet, aussi loin que l'on remonte dans le temps, on constate une mobilité régulatrice des tensions démographiques. C'est ainsi, par exemple, que l'on a pu éviter le surfractionnement des terres, en excluant du ménage les enfants en surnombre au moment de leur mariage. Sans doute ces derniers obtenaient-ils leur part d'héritage, mais sans trop menacer l'intégrité du lot principal, puisque celle-ci était payée en argent ou en lots secondaires. C'est ainsi, également, que chaque génération a été amenée à repousser toujours plus loin les limites de l'écoumène, un processus qui se poursuit toujours au XIXe siècle, en prenant même de l'ampleur.

C'est à cette forme de régulation que nous nous sommes intéressés dans nos travaux, moins pour la décrire dans ses mécanismes internes, ce que les historiens ont très bien fait, que pour l'observer dans l'espace et en apprécier le rôle dans les processus sociaux de l'époque. Ce que nous avons découvert, c'est l'intimité du lien que la société rurale entretient avec le territoire et qui permet cette régulation sociale. Bien plus, à ce jeu, il n'y a pas de frontières. Aussitôt l'aire seigneuriale occupée (ou monopolisée par la propriété bourgeoise), on la déborde en effet de toutes parts, en direction des cantons et même des États-Unis et des autres provinces canadiennes, comme si, à l'échelle de la territorialité locale, les contraintes culturelles n'existaient pas. En même temps, on migre vers le village et vers la ville, ce qui déleste d'autant le territoire agricole.

C'est ce double mouvement qu'il fallait démontrer et illustrer dans nos travaux, par une démarche que nous voulions à la fois scientifique et didactique, pour mieux faire saisir la subtilité de ces mécanismes régulateurs. D'où l'idée





de réaliser un atlas, qui comprendrait certes des cartes, mais aussi bien d'autres composantes.

2. La mobilité de la sédentarité

Comme vieille société coloniale, le Québec se prête bien à ce genre de réalisation. En effet, bien qu'elle fut une société terrienne, donc « sédentaire » par définition, elle a été animée de mouvements constants dans l'espace. Ce sont ces mouvements que nous avons tenté de retracer et illustrer à partir des données de recensements du XIXe siècle. Sans doute cette source présentait-elle l'inconvénient d'offrir un portrait statique des réalités anciennes, mais comme elle autorisait aussi une lecture d'ensemble du territoire pour un même moment dans le temps – et qu'il serait même possible d'effectuer à différentes échelles (régionales, sous-régionales, municipales ou paroissiales, rangs d'habitat) –, elle permettrait une bonne appréhension du fait démographique. En outre, comparées entre elles, les données de recensement révéleraient des dynamismes invisibles autrement.

On trouve les résultats de cette démarche dans les trois planches réalisées pour clore le premier chapitre de l'atlas sur le *Pays laurentien*. Ces planches sont une synthèse de la présentation écrite, qu'elle présente en un ensemble de constats et de messages dont la cohérence repose sur une lecture à différentes échelles du fait démographique, chaque illustration devenant un moyen de saisir les processus sociaux.

La première planche, intitulée « L'augmentation de la population », présente une vue en longue durée de la croissance démographique du XIXe siècle au Québec. Elle est articulée autour de constats qui deviennent autant de messages pour le lecteur :

1. D'un peu plus d'un demi-million d'habitants en 1830, la population double dans la seconde moitié du XIXe siècle pour dépasser bientôt le million d'habitants, dont plus des trois quarts vivent encore dans les basses terres.
2. Cette croissance n'est pas continue dans le temps et varie considérablement d'un endroit à l'autre de la vallée du Saint-Laurent.
3. En même temps, la population se diversifie, avec l'arrivée massive d'imigrants dans les villes et les cantons limitrophes du Bas-Canada, mais qui diminue dans le siècle.
4. Enfin, loin d'être immobile dans l'espace, cette population se déplace en de longs mouvements qui prolongent ceux du Régime français (de la région de Québec vers celle de Montréal et la péninsule gaspésienne) et qui épaississent les lignes d'habitat (du fleuve vers l'intérieur des terres).
5. Ces mouvements sont *centrifuges* et délestent progressivement les paroisses riveraines de leurs surplus démographiques, comme l'indique d'ailleurs l'iconographie ancienne, qui oppose souvent les pays pleins du nord-est (environs de Québec) aux pays neufs de l'est et surtout du sud-ouest (plaine sud de Montréal), où les bonnes terres sont nettement plus abondantes.

C'est l'essentiel du contenu de cette planche qui, après avoir constaté la forte augmentation de la population au XIXe siècle, en signale la diversification et les déplacements dans l'espace, non seulement le long des grands axes de circulation, mais vers l'intérieur des terres. (voir image 1)

La deuxième planche, intitulée « Pourtant, des densités humaines relativement faibles », est une extension de la première. Elle pose tout le problème de la charge démographique du territoire, agricole notamment, pour lequel toutes les thèses sur les malaises de l'économie bas-canadienne ont été élaborées. Appréciées sur la seule base du nombre (doublement de l'effectif aux 25 ou 30 ans), on aurait pu s'attendre, en effet, à ce que les densités agraires

augmentent. Or, c'est tout le contraire qui s'est produit. Comment expliquer ce phénomène?

1. D'abord, par les mouvements décrits précédemment.
2. Ensuite, par des mouvements plus centripètes ceux-là, en direction des villes et des villages, lesquels sont en pleine croissance à l'époque.
3. Le bilan net de ces mouvements (*centrifuges* et *centripètes*) indique des densités humaines non seulement faibles, mais qui ont tendance à décroître dans le siècle, selon l'évolution de l'urbanisation et des défrichements.
4. Il en résulte des contextes de vie fortement différenciés, dont la charge humaine est beaucoup moins imposante que celle évoquée par les premiers analystes.(voir image 2)

La troisième planche, intitulée « La diversité spatiale », propose une exploration plus fine de cette évolution et de ses effets dans l'espace, vus à travers la structure et la taille des ménages. La composante principale de cette planche est une carte montrant le pourcentage de croissance de la population de chaque localité, que deux cartons latéraux illustrent pour deux groupes témoins : la population adulte et les jeunes de moins de 14 ou 15 ans. L'un des principaux constats autorisés par cette cartographie réside dans la différence des taux de croissance entre la première et la seconde moitié du XIXe siècle. Ainsi :

1. Jusqu'en 1850, ces taux sont relativement élevés. Après cette date, ils s'affaissent et deviennent même négatifs par endroits.
2. Cette diminution a des effets sensibles sur la taille et la structure des ménages, qui changent considérablement dans le temps. Ainsi, contrairement aux zones riveraines, où les maisonnées ont tendance à diminuer et à devenir plus âgées dans le siècle, sur les fronts pionniers, elles augmentent et deviennent plus jeunes.
3. De même, contrairement aux hommes qui ont tendance à devenir plus nombreux sur les fronts pionniers et près des zones portuaires ou de transbordement, où ils s'activent dans les défrichements ou le transport, les femmes se concentrent plutôt dans les villes et dans les villages, où elles peuvent plus facilement trouver de l'emploi, soit comme domestique, soit dans la fabrication, textile notamment.

Tels sont les principaux messages de ces planches et, plus globalement, du chapitre consacré au fait démographique québécois du XIXe siècle. En reconstituant les mouvements de la population dans l'espace et dans le temps, elles permettent de plonger au coeur des processus de régulation de la société laurentienne, en montrant comment elle a pu résoudre les inévitables tensions posées par ses forts taux de natalité et l'immigration massive de la première moitié du XIXe siècle. C'est par ces mouvements, également, qu'elle a pu territorialiser son espace et qu'elle l'a transformé en aire culturelle. Enfin, c'est par eux qu'elle a pu se reproduire outre-frontière.

Tel est le sens donné au projet d'Atlas historique du Québec. S'il se veut un bilan de connaissances, il se veut aussi un moyen de les communiquer, par des présentations qui ajoutent une dimension didactique aux réalisations scientifiques habituelles. Surtout, il se veut un moyen de pousser plus loin la recherche, en faisant de l'espace une catégorie historique accessible non seulement aux géographes et aux historiens, mais à toutes les disciplines qui s'intéressent au passé. (voir image 3)

